

Le dictateur allemand sous le régime national-socialiste et le dictateur italien sous le régime fasciste se proposaient de détruire le capitaliste. Par quoi veulent-ils le remplacer?

Celui qui est au courant de l'avènement de Mussolini en Italie ou de Hitler en Allemagne sait au contraire que l'on a fourni à ces hommes l'argent nécessaire pour écraser les mouvements de démocratie sociale dans leurs pays respectifs.

M. MacINNIS: Ils ont reçu l'appui des capitalistes.

M. COLDWELL: Des capitalistes de ces pays et d'ailleurs. Tous ceux qui ont réclamé des réformes économiques et sociales, tous les partisans de la démocratie sociale en commençant par Menghetti, le grand chef social-démocrate de l'Italie et jusqu'aux chefs social-démocrates de l'Allemagne démocratique ont été tués par les dictateurs, internés dans des camps de concentration ou forcés de s'exiler. Nous récoltons aujourd'hui le fruit de l'avarice de ceux qui ont voulu étouffer les réformes sociales et qui ont engendré un monstre qui menace de nous anéantir.

J'approuve donc ce projet de loi et je souhaite qu'on en étende la portée au cours des années à venir. L'honorable député de Broadview (M. Church), pour qui j'ai la plus grande estime, disait tout à l'heure qu'il s'opposait à ce projet de loi parce qu'il accablait le pauvre et l'épargnant. Mais regardons les chiffres—voyons les annonces des compagnies d'assurance, par exemple, où l'on déclare que sur cent jeunes gens de vingt-cinq ans, quatre seulement seront riches à l'âge de soixante ans, quelques autres seront en mesure de subvenir à leurs besoins et la plupart seront morts ou à la charge de parents ou d'amis.

Une VOIX: Ou de l'Etat.

M. COLDWELL: Exactement. Il n'est que d'examiner les demandes de pension dans notre riche pays pour constater que si nous ne secourions pas ces gens aujourd'hui d'une façon bien modeste, ils souffriraient de grandes privations au déclin de leur vie. Je félicite donc le ministre des Finances (M. Ilsley) de cette loi et je regrette que le chef conservateur de la Chambre ait dirigé contre cette mesure des critiques incessantes. Voilà, évidemment, la manière traditionnelle des conservateurs. C'est la méthode qui a décidé, il y a plusieurs années, de nombreux jeunes gens à quitter les rangs du parti conservateur. Ce n'est pas le moyen que doivent adopter aujourd'hui des hommes secourables et réfléchis. En ma qualité de député de l'opposition je félicite le Gouvernement d'avoir présenté cette mesure. Je regrette principalement qu'elle n'aille pas assez loin.

M. MacNICOL: Je ferais remarquer à l'honorable député que le chef de l'opposition (M. Hanson) au cours du débat a félicité à maintes reprises le Gouvernement d'avoir présenté cette mesure.

M. COLDWELL: Je puis souligner dans le compte rendu nombre d'endroits où il n'approuve pas la mesure. Le chef de l'opposition a regretté dans son discours sur le budget que l'on ait saisi le Parlement de ce projet de loi dans les circonstances.

En louant la mesure législative, j'exprime donc l'espoir qu'on en élargira la portée et que, dans l'avenir, on présentera un bill imposant les successions dans leur ensemble, plutôt que les legs. Un honorable député dit: "un prélèvement sur le capital". Permettez-moi de dire qu'après la guerre on aura probablement recours à un prélèvement sur le capital peut-être pas du genre préconisé après le dernier conflit, mais un prélèvement sur la richesse accumulée, pour nous permettre d'amortir une partie de la dette que nous accumulons pour deux fins: pour défendre nos institutions, et comme partie de ces institutions, les gens qui s'efforcent actuellement de mettre la haute main sur la propriété au pays. Je ne doute pas que, de même qu'il y a sept ou huit ans, on proposait à la Chambre l'établissement de droits perçus sur les legs ou sur les successions dans leur ensemble et dont la Chambre a fait plus ou moins fi, nous devons, la guerre terminée, chercher les voies et moyens de faire face aux obligations contractées durant le conflit. Je prédis que l'un de ces moyens sera le prélèvement sur la richesse accumulée.

Je termine mes remarques sur ces mots. Je me réjouis de voir qu'enfin nous fassions au moins ce pas dans la bonne voie.

M. JEAN-FRANÇOIS POULIOT (Témiscouata): Monsieur l'Orateur, je n'accepte pas l'honorable député de Rosetown-Biggan (M. Coldwell) comme professeur d'histoire moderne. Il devrait savoir qu'après la guerre franco-prussienne, la France eut à payer une indemnité de cinq milliards de francs et qu'elle s'en acquitta en très peu de temps, grâce au bas de laine du paysan français. C'est pourquoi la France n'eut pas à souffrir de cette guerre autant qu'elle l'aurait fait si elle avait recouru à des mesures comme celles que préconise l'honorable député qui siège à votre extrême-gauche.

En outre, la défaite récente de la France doit être attribuée à la dévaluation du franc. Cette mesure a tellement réduit la valeur des rentes de l'Etat détenues par les Français que ces derniers sont devenus communistes, ils n'avaient plus autant d'intérêt à défendre leur pays que lorsqu'ils étaient propriétaires.